



Le 10 décembre 2024,
à Mende

Madame la députée,

Nos organisations syndicales ont pris connaissance avec le plus vif intérêt de votre courrier évoquant votre positionnement sur différents amendements relatifs au système éducatif et aux acteurs de la profession dans le cadre du projet de loi de finance 2025.

L'action parlementaire ayant mené à l'abandon du dit projet, nous souhaitons vous rappeler nos revendications afin que vous puissiez les soutenir dans le cadre de l'élaboration du nouveau projet.

Il n'est pas possible de faire payer à l'École les choix budgétaires hasardeux qui ont précipité les comptes publics dans un déficit abyssal. Concernant le projet de suppression de milliers de postes, nous vous alertons sur l'incapacité du Service public d'Éducation à absorber les suppressions voulues par le gouvernement, en particulier dans le milieu rural. L'accès aux services publics sur les territoires, déjà très fragilisé, doit être garanti partout, et plus particulièrement en milieu rural où il est un facteur essentiel de maintien et d'attractivité de la population. L'École publique et laïque est aux fondements d'une société de connaissances et de compétences et non d'un monde ségrégué et fragmenté. Elle est la seule à même de préserver le modèle républicain que nous avons collectivement choisi.

Nos organisations syndicales exigent qu'il n'y ait aucune suppression de postes d'enseignants en Lozère, aucune fermeture de classes ou d'écoles qui fragiliseraient le maillage territorial du service public d'éducation, dégraderaient les conditions de scolarisation des élèves et de travail des personnels.

Le contexte départemental appelle plutôt un renforcement des services de l'Éducation Nationale en matière de médecine scolaire, de médecine de prévention des personnels, d'action sociale. Dans le domaine de l'accompagnement des élèves à besoin particulier, il est urgent de concrétiser la reconnaissance du métier d'AESH par la création d'un statut de fonctionnaire, l'implantation de dispositifs UPE2A couvrant l'ensemble des besoins du territoire, des moyens pour abonder et permettre le fonctionnement des RASED, des dotations humaines et matérielles pour mettre en œuvre une école inclusive à hauteur des besoins réels.

Les conditions de travail des personnels se dégradent fortement. Cet état est intrinsèquement lié à une politique de gestion des ressources humaines qui malmène l'ensemble des personnels.

Nos organisations syndicales demandent que les prochains échanges parlementaires portent des choix budgétaires en faveur de réelles avancées pour l'enseignement scolaire et la défense de l'Ecole publique laïque et républicaine dans notre contexte rural.

Nous vous prions de croire Madame la députée, en nos sincères salutations.

Elisabeth VINOLO,
co-secrétaire départementale
de la FSU-SNUipp48



Emilienne GERBAL,
secrétaire départementale
de la FNEC FP FO 48



Agnès BONNAL-SAINT-DIZIER
Secrétaire départementale SE-Unsa 48
Unsa Education

